PROGRAMME DU

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

PCRF

Parti Communiste Révolutionnaire de France



« PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS ! »

























Toutes nos affiches peuvent être commandées à cette adresse :
ic.pcrf@gmail.com

Aux formats A3, A2, A1 au prix de 1 à 2 euros.
L'adresse postale pour envoyer le paiement :

« Amis d'Oulianov, BP 40064, 75862 Paris CEDEX 18 »
Chèque à l'ordre de : « Mandataire PCRF »

PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

LE SOCIALISME-COMMUNISME : SEULE ALTERNATIVE AU CAPITALISME !

Préambule 1

Introduction 1

I. Le capitalisme aujourd'hui 2

1. Qu'est-ce que le capitalisme ? 2

A/ L'État bourgeois, instrument de dictature de classe 2

B/ Les monopoles : le capitalisme-impérialisme 3

C/ Le capitalisme-impérialisme est un système en crise 4

D/ Une concentration croissante des richesses de quelques-uns et la paupérisation pour les autres 4

E/ Les contradictions inter-impérialistes et le risque de guerre généralisée 5

F/ Une crise environnementale 5

G/ L'impérialisme est l'époque de la fin du capitalisme 5

2. La lutte des classes 6

A/ Les alliances de classes 6

B/ Le combat quotidien contre le capitalisme et la lutte stratégique pour en finir avec le capitalisme 6

C/ La satisfaction des besoins matériels et culturels 7

II. La société socialiste vers le communisme 8

A/ Un État de type nouveau pour la classe ouvrière et les masses populaires 9

B/ La propriété sociale des moyens de production et d'échange 10

C/ La planification socialiste 10

D/ Le socialisme et l'héritage colonialiste 10

E/ Le socialisme, la paix et la solidarité internationaliste 11

Le socialisme et la perspective du communisme 11

PRÉAMBULE

Ce programme est le premier du Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF). Il est issu du 1er congrès du PCRF en novembre 2019 et de la conférence nationale de juillet 2021. Notre ligne politique communiste est également à lire dans notre journal « *Intervention Communiste* » dont vous trouverez un bulletin d'abonnement dans cette brochure.

INTRODUCTION

Le peuple-travailleur de France a une histoire séculaire de luttes pour son émancipation (Révolution française, Commune de Paris - première révolution prolétarienne dans le monde -, Front populaire, Résistance, mai 1968, etc.). Mais l'exploitation capitaliste demeure, générant les oppressions de classe dont découlent les oppressions racistes et sexistes. Le chômage et la précarité sont massifs, l'élévation du coût de la vie est continue, les salaires et retraites sont bloqués, les services publics sont démantelés, privatisés, l'environnement est dégradé, les droits à la santé, à l'éducation, à la culture, au logement, à la retraite sont bafoués. Depuis 1973, le capitalisme connaît une aggravation extraordinaire de sa crise générale, et c'est le peuple-travailleur, les retraités et la jeunesse qui en font les frais.

La disparition de l'Union soviétique en 1991 a favorisé l'exploitation capitaliste à l'échelle mondiale. Les guerres impérialistes se sont multipliées. La victoire (provisoire) de la contre-révolution a considérablement affaibli le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Cerner et cibler les responsables

Les responsables des souffrances subies par le peuple-travailleur, la jeunesse et les retraités, ne sont autres que le capital monopoliste et son État (pouvoir politique, armée, police, justice, administration). La bourgeoisie monopoliste contrôle et freine le développement social par la propriété privée des moyens de production, d'échange et de communication, associées à la puissance de l'État.

Depuis 1958 (naissance de la Vème République), la démocratie bourgeoise se caractérise par un régime présidentiel autoritaire marqué par des traits fascistoïdes qui ont été en s'aggravant sous la pression des monopoles capitalistes et de l'oligarchie financière, qui veulent régner seuls et sans opposition.

Les partis bourgeois, au-delà des appellations, le PS par exemple, représentent uniquement les intérêts de la classe bourgeoise dans la dictature des monopoles en France. Les partis bourgeois sont les défenseurs du capitalisme sous une forme ou sous une autre. De fait, ils se succèdent au pouvoir pour pratiquer la même politique de classe, celle de l'aggravation de l'exploitation capitaliste et de l'accumulation du capital.

L'expérience historique montre que tous les grands changements ont été opérés par l'action indépendante des masses exploitées et organisées, et par l'affrontement avec les classes dominantes.

Notre programme vise à en finir avec la misère, les souffrances et les injustices, à libérer les potentialités de chacun ; c'est un programme révolutionnaire, pour le changement de société.

I. LE CAPITALISME AUJOURD'HUI

1. QU'EST-CE QUE LE CAPITALISME ?

Le capitalisme est un mode de production dans lequel l'ensemble des moyens de production (terres, usines, entreprises, sous-sols, machines, plates-formes, moyens de transport) et d'échange (les banques et les caisses d'épargne, les assurances, les organismes financiers, le commerce, les compagnies de télécommunication, les médias ...) sont aux mains des possesseurs de capitaux, les capitalistes, qui exploitent les travailleurs et les travailleuses.

L'immense majorité du peuple ne possède aucun moyen de production. Les travailleurs et les travailleuses sont obligés de s'engager dans le travail salarié en vendant leur force de travail aux capitalistes propriétaires, ce qui permet alors de créer de la survaleur (plus-value). Celle-ci est due au fait que le travailleur produit plus de valeur que le prix de la force de travail (salaires...) et que celle-ci est entièrement accaparée par le capitaliste. Cette appropriation privée de la survaleur est la source du profit capitaliste et constitue la part de travail non payée aux travailleurs et aux travailleuses.

A/ L'État bourgeois, instrument de dictature de classe

De manière générale, l'État est un instrument de domination au service de la classe dominante d'une société dans un mode de production donné. Dans notre pays, comme dans les pays capitalistes, l'État est au service du capital financier (fusion du capital industriel et du capital bancaire). Disposant d'outils multiples, il permet de maintenir sa domination de classe sur le peuple-travailleur. Lors des contestations, l'État bourgeois applique la répression grâce à sa police et à un arsenal juridique (lois, état d'urgence...) et judiciaire. C'est le même État qui met en place des mesures antipopulaires et réactionnaires et aménage le territoire dans le seul but de répondre aux intérêts du capital. Les changements de gouvernement ne modifient rien quant à la nature de classe de cet État : droite ou gauche, les gouvernements appliquent une politique en faveur de la classe bourgeoise et cassent les conquêtes sociales du peuple-travailleur.

Cette dictature de classe est également assurée par une véritable guerre idéologique mise en œuvre à travers tous les outils de l'idéologie dominante, notamment l'éducation, les institutions religieuses et les médias qui sont presque

exclusivement aux mains du grand capital. L'anticommunisme et l'antisoviétisme sont des éléments essentiels de cette guerre idéologique.

La démocratie bourgeoise permet à l'ensemble de la bourgeoisie d'écraser efficacement les travailleurs avec des modulations par exemple dans le cadre de la fascisation. En effet, le capitalisme au stade impérialiste se dote d'une démocratie bourgeoise mâtinée de mesures d'exception qui durcissent la démocratie bourgeoise par essence violente, mais ne l'infirment pas en totalité, puisque cette dernière reste la forme de dictature bourgeoise la plus avantageuse pour duper les masses avec leur « consentement ». La contradiction entre la démocratie formelle, limitée, des capitalistes, et les aspirations des travailleurs à une démocratie pour eux, l'aspiration à gérer leur quotidien et leur avenir à tous les échelons, cette contradiction s'amplifie sous l'impérialisme. Dans cette optique, le parti a une double mission : défendre, développer, consolider toutes les formes de démocratie directe à la base (conseils, comités etc.), partir aussi de ces mêmes aspirations pour montrer que la démocratie bourgeoise est la démocratie pour les détenteurs de capitaux, la négation de la démocratie pour les travailleurs. Dans une situation révolutionnaire ou d'aiguisement de la lutte de classe ou de non résolution des différends au sein de la classe bourgeoise et d'obstacle sérieux pour la poursuite de la concentration du capital financier, celui-ci mobilise ses troupes les plus réactionnaires et les place à la direction de l'État pour mener une dictature ouverte au service des monopoles, une dictature fasciste.

B/ Les monopoles : le capitalisme-impérialisme

L'apparition des monopoles au début du XXème siècle s'est traduite par un nouveau stade du capitalisme : l'impérialisme ou capitalisme de monopoles. Les monopoles sont le résultat de la concentration capitaliste. Ceux qui possèdent les capitaux monopolistes fusionnent le capital bancaire et le capital industriel, formant l'oligarchie financière qui devient l'élément dominant dans la bourgeoisie. Dans la France contemporaine, on peut compter un nombre important de puissants monopoles (Vivendi, BNP-Paribas, Lagardère, Michelin, Bouygues, LVMH, Carrefour, Total, Renault, etc.). L'oligarchie financière accapare pour elle seule l'État. Ce dernier joue un rôle économique déterminant, par le financement public et la prise en charge des secteurs non rentables pour les capitalistes mais indispensables à l'économie.

De plus, le dépeçage des services publics tels que la santé, la poste, l'énergie, les transports, l'éducation ou la recherche, pour en livrer les secteurs rentabilisables au privé, constitue aussi des réponses aux besoins d'augmenter les profits des monopoles.

L'appareil d'État bourgeois, en étroite conformité avec l'oligarchie financière et les monopoles, mène une politique de renforcement et d'accroissement de la puissance de ces derniers : c'est le capitalisme monopoliste d'État. Il suffit de voir le Président de la République se transformer en VRP (Voyageur-représentant-placier) des monopoles français lors de ses voyages officiels.

L'existence des Unions d'États comme l'UE renforce cette situation : ces unions procurent aux monopoles et à l'oligarchie financière de chaque pays de nouvelles

possibilités de profits, de marchés, de contrôle des sources de matières premières et des voies de communication dans le cadre du système mondial impérialiste, accélérant la concentration du capital et le renforcement des monopoles. En même temps, ces Unions accentuent les rivalités inter-impérialistes et chaque bourgeoisie défend ses propres positions. La pandémie de Covid-19 l'a confirmé, démentant les thèses sur la prétendue naissance d'un impérialisme européen. Internationale par son contenu, la lutte des classes s'exprime dans le cadre national.

C/ Le capitalisme-impérialisme est un système en crise.

Si, depuis les premiers jours de son existence jusqu'à aujourd'hui, le capitalisme a été marqué par des crises périodiques de plus en plus longues, à son stade impérialiste, ces crises s'aggravent et se rapprochent. Au XXIe siècle, il n'y a quasiment plus de phases de reprise. La réalité, c'est qu'avec la guerre de 1914 et la Révolution d'Octobre, le capitalisme est entré en crise générale, générant un système qui n'a plus les capacités de répondre aux besoins de l'humanité ; nous sommes donc à l'époque où la révolution socialiste est à l'ordre du jour et ce quels que soient les rapports de force du moment.

D/ Une concentration croissante des richesses de quelques-uns et la paupérisation pour les autres

La cause des crises du capitalisme-impérialisme est la contradiction entre la socialisation de la production et la propriété privée des moyens de production et d'échange. D'un côté, des millions d'humains travaillent en interaction, maîtrisent les outils de production et créent les richesses ; de l'autre, une poignée de capitalistes décident et profitent de la richesse créée par les millions de travailleurs et de travailleuses.

La tendance du capitalisme-impérialisme est à une augmentation de la concentration des richesses dans les mains d'une minorité d'individus. Ceci contribue à l'aggravation de l'exploitation capitaliste : la part du travail gratuit (la survaleur) augmente. Ainsi, la tendance est à une précarité qui s'étend et se généralise, notamment avec un chômage massif et une pression à la baisse sur le prix de vente de la force de travail, des coupes budgétaires et des services publics menacés, des réformes antipopulaires et réactionnaires, des délocalisations et fermetures d'industries. Par ailleurs, c'est la tendance à l'aggravation de l'autoritarisme et aux mesures liberticides. C'est la réaction sur toute la ligne.

Le PCRF considère que seule la sortie révolutionnaire du capitalisme-impérialisme permettra de mettre fin aux inégalités, à la pauvreté et à la précarité. Cette sortie révolutionnaire permettra ainsi d'organiser la production en fonction des besoins du peuple-travailleur, et non pour la richesse d'une poignée de capitalistes.

E/ Les contradictions inter-impérialistes et le risque de guerre généralisée

Les contradictions entre États et entre monopoles capitalistes vont en s'aggravant. Pour conquérir de nouvelles zones d'influence, repartager le monde à leur profit, tous les moyens sont bons : OPA (Offre Publique d'Achat), fusions, espionnage industriel, attaques informatiques, mainmise satellitaire, financement de groupes terroristes, guerres et bientôt affrontements dans l'espace.

La participation aux Unions d'États impérialistes, aux différents organismes financiers (l'OMC, la Banque Mondiale, le FMI et l'OCDE) et monétaires, aux alliances militaires comme l'OTAN, ne modifie pas cette tendance mais au contraire l'accentue. La recherche de communauté d'intérêts entre monopoles au sein d'Unions n'infirme pas la base nationale des monopoles. C'est pourquoi pour le PCRF, la confrontation et la rupture avec l'UE comme avec l'OTAN sont indissociables de la lutte contre son capitalisme-impérialisme, contre le pouvoir des monopoles de son pays, pour la révolution et le pouvoir des travailleurs.

Le PCRF défend le droit inaliénable de chaque pays à sa souveraineté et à sa liberté de choisir sa voie de développement.

F/ Une crise environnementale

Le capitalisme-impérialisme génère une crise environnementale sans précédent. Ceci est causé par une anarchie de la production (absence de planification, surproduction, gaspillages), une pression très forte sur les ressources naturelles, des politiques favorisant d'une part l'automobile au détriment des transports en commun et d'autre part les poids lourds au détriment des transports ferroviaires et fluviaux, l'absence de gestion environnementale sérieuse, les guerres et les interventions impérialistes. Si le principal souci des capitalistes est la recherche de profits, l'environnement n'est qu'un prétexte pour les accroître, et les travailleurs et les travailleuses en font les frais.

Le PCRF considère que seul le renversement révolutionnaire du capitalisme-impérialisme permettra de régler la question environnementale. Cette révolution permettra de construire une société qui organisera et planifiera la production en fonction des besoins des travailleurs et des travailleuses, un environnement sain et stable faisant partie de ces besoins.

G/ L'impérialisme est l'époque de la fin du capitalisme.

Le capitalisme est donc devenu l'obstacle majeur au progrès de l'humanité, il est dans l'incapacité historique de satisfaire les besoins matériels et culturels de l'immense majorité des habitants du globe. Cela confirme l'analyse que nous vivons à l'ère du passage du capitalisme au communisme, même si la conjoncture du moment est marquée par la domination de la contre-révolution.

A/ Les alliances de classes

Dans le combat contre le capital monopoliste, la classe ouvrière a besoin d'alliances de classes avec *toutes* les victimes du capitalisme. C'est l'action du parti communiste comme avant-garde de la classe ouvrière, que de construire cette alliance.

Le capitalisme-impérialisme s'attaque non seulement aux intérêts de la classe ouvrière, mais menace et agit contre ceux de l'immense majorité laborieuse.

Dans ce vaste rassemblement des couches populaires, la classe ouvrière, étant la plus exploitée et la plus radicalement hostile, antagonique au capitalisme, (selon l'expression de Marx, elle n'a « que ses chaînes à perdre ») doit diriger le bloc des exploités et opprimés.

Le Parti communiste armé de son programme révolutionnaire enrichi constamment par la pratique des masses se situe à l'avant-garde de la classe ouvrière dans sa lutte. Cela passe par une lutte constante au sein du prolétariat contre les tendances corporatistes qui isolent la classe ouvrière des autres forces. La tâche du parti communiste de type bolchevique est de contribuer et veiller à ce que la classe ouvrière conquière par ses mérites l'hégémonie politique dans les secteurs populaires. C'est précisément le parti communiste qui armé du matérialisme historique et dialectique trace la voie et assure la direction politique pour conduire au renversement du capitalisme.

Les alliances de classes s'appuient donc sur le peuple-travailleur et reposent sur un ciment de luttes et d'intérêts communs réalisé par le prolétariat et le Parti communiste d'avant-garde. Cette forme d'adhésion des couches et classes sociales à la lutte du prolétariat n'est pas une alliance électorale ou de gouvernement. Un front uni du travail est une longue marche pour gagner la majorité de ceux qui luttent à la compréhension par leur propre expérience qu'il ne faut pas seulement s'attaquer aux conséquences mais qu'il faut en finir avec le capitalisme, cause de tous les maux.

B/ Le combat quotidien contre le capitalisme et la lutte stratégique pour en finir avec le capitalisme

La classe ouvrière poursuit des buts immédiats (la lutte contre les conséquences de la politique du capitalisme-impérialisme) et a pour mission historique d'œuvrer à détruire l'exploitation et le système capitalistes.

La lutte quotidienne, dans laquelle le mouvement syndical de classe a un rôle important à jouer, mais qui ne se réduit pas à lui, vise à la défense et à la satisfaction des besoins urgents et nécessaires des masses populaires, à mettre en échec les projets liberticides et antisociaux du capital et de son pouvoir, à conquérir si possible des avantages sociaux.

Mais comme l'avaient déjà découvert Marx et Lénine, la lutte des classes au niveau économique ne saurait déboucher spontanément sur le changement de société, sur la

révolution. À ce niveau, la lutte des classes débouche sur un aménagement de la société capitaliste. C'est le réformisme ! Dans ce sens, le refus de la bureaucratie syndicale et du syndicalisme d'« accompagnement », pour promouvoir le syndicalisme de lutte de classes, est une dimension importante du combat contre le capitalisme.

Pour être révolutionnaire, la lutte des classes doit intégrer les niveaux politiques et idéologiques. C'est pourquoi Marx et Lénine affirment que le mouvement révolutionnaire est la fusion du mouvement spontané de la classe ouvrière et du socialisme scientifique. Et il se constitue comme Parti qui dirige le mouvement social en vue de la révolution. Cette direction ne se décrète pas, mais doit être portée par le Parti dans la pratique quotidienne comme meilleur élément de la classe ouvrière.

Le Parti ne se substitue pas au mouvement syndical qu'il vise à rallier à la révolution, mais il mène sa propre bataille pour unifier les luttes en les orientant contre le système capitaliste lui-même, préparant l'affrontement révolutionnaire avec les monopoles et leur État. Il intervient en permanence pour faire le lien entre la lutte quotidienne pour la défense des conditions de vie et de travail et les autres terrains de lutte. Il aide les travailleurs à écarter les tendances réformistes et opportunistes qui surgissent dans le combat et détournent les travailleurs de l'affrontement avec la bourgeoisie. C'est dans ces combats pour les revendications, pour la paix, contre l'UE et l'OTAN, pour les libertés démocratiques, pour la défense des services publics, de l'environnement, pour la solidarité et l'internationalisme prolétariens… que, sous l'influence du parti communiste, se diffusent la conscience révolutionnaire et la compréhension de la nécessité historique d'en finir avec le capitalisme et d'engager la marche vers le socialisme-communisme.

Nous disons qu'il n'y a pas d'étape particulière, de moments obligés, entre aujourd'hui et la révolution. Si la situation devient révolutionnaire, elle doit trouver les masses prêtes pour que de situation révolutionnaire, nous passions à la révolution.

C/ La satisfaction des besoins matériels et culturels

Notre programme vise à inscrire nos objectifs dans les luttes contre les monopoles et pour battre les forces réformistes. Il ne s'agit pas d'aménager le système d'exploitation, ou de « l'humaniser », mais de mettre à jour ses contradictions pour élever la compréhension historique de la nécessité de briser l'État bourgeois.

Enfin, les luttes revendicatives immédiates nourrissent le processus de luttes de classes jusqu'à la révolution socialiste, non pour « faire l'économie » de cette dernière, mais pour qu'elle soit au cœur des luttes quotidiennes. C'est d'autant plus nécessaire que la victoire temporaire de la contre-révolution, venant après des années de domination de l'Eurocommunisme révisionniste dans le PCF, a détruit le mouvement révolutionnaire dans notre pays et affaiblit de manière considérable la conscience de classe révolutionnaire.

Nous avons comme tâche programmatique d'aider la classe ouvrière à reconstruire cette conscience de classe révolutionnaire. Dans cette perspective se pose la question de la construction du Parti Communiste dont la classe ouvrière et les masses ont besoin pour mener leur combat et s'orienter contre la bourgeoisie. L'édification du Parti est un

processus long et difficile auquel le PCRF entend apporter sa contribution sans sectarisme ou hégémonisme à l'égard des autres composantes du Mouvement Communiste de France, mais sur la base du marxisme-léninisme et de la nécessaire bolchévisation des organisations.

Dans la bataille pour le socialisme, nous poursuivons trois objectifs : la mobilisation des travailleurs contre l'exploitation capitaliste, la mobilisation contre la bourgeoisie en tant que classe, et la préparation des masses à l'affrontement révolutionnaire décisif.

IIº LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE VERS LE COMMUNISME

Notre objectif central est l'émancipation des travailleurs. Cela passe par la liquidation de l'exploitation capitaliste. Notre programme vise à la mise en mouvement de la classe ouvrière et de l'ensemble des forces sociales qui sont ses alliées. L'ensemble des luttes à mener doit conduire non pas à leur émiettement, mais au contraire à leur concentration, à leur interaction, et déboucher sur un renforcement de l'organisation des masses populaires. Le parti communiste est la plus haute expression de l'organisation de la classe ouvrière. Il veille à ce que les revendications, depuis la plus petite jusqu'à celles qui débouchent sur un face à face direct avec la bourgeoisie et son État, contribuent à l'élévation de la conscience révolutionnaire des masses et les préparent à l'affrontement révolutionnaire avec la bourgeoisie. Cela signifie l'utilisation de tous les moyens d'action populaire possibles pour briser l'appareil d'État et vaincre la bourgeoisie.

L'expérience historique montre que lors de cet affrontement, les travailleurs doivent s'être dotés des instruments nécessaires pour briser et remplacer la machine d'État bourgeoise. Ces instruments sont ceux du nouveau pouvoir, la dictature du prolétariat qui met fin à la dictature de la bourgeoisie. La forme particulière que prendront ces instruments lors de la révolution se déterminera dans l'action, mais elle se formera à partir d'un vaste front social d'action contre la bourgeoisie autour de la classe ouvrière, front dont l'édification doit commencer dès maintenant à partir de la lutte pour reconstruire une conscience de classe révolutionnaire. Mais ce front doit s'orienter dans son action sur le contenu de notre programme : la révolution socialiste et la construction du communisme dans sa première étape socialiste. Ce front ne saurait être un front interclassiste, une alliance entre partis avec un programme commun : il s'agit du rassemblement, sur la base des convergences dans la lutte contre la bourgeoisie monopoliste et l'oligarchie financière, de la jeunesse, des femmes, de la paysannerie laborieuse, des semi-prolétaires, des intellectuels, des travailleurs indépendants, des retraités, participant par l'intermédiaire de leurs organisations comme individuellement dans des comités populaires, autour de la classe ouvrière. Au sein du prolétariat, la classe ouvrière occupe une position sociale et des intérêts économiques et politiques, qui sont les seuls à même de matérialiser l'ensemble de leurs aspirations. La classe ouvrière y sera représentée par le syndicalisme de classe, par notre Parti communiste ou par un bloc d'organisations communistes, et par les travailleurs des entreprises. Des

organisations politiques petites bourgeoises (celles qui se disent « de gauche ») pourront y participer, mais en aucun cas le Parti Communiste ne mettra de côté son objectif révolutionnaire au nom de l'unité. Ce front social d'action sera la base sociale d'appui de la révolution et du pouvoir prolétarien qu'elle mettra en place.

A/ Un État de type nouveau pour la classe ouvrière et les masses populaires

Le nouveau pouvoir devra organiser son appareil d'État, développant la plus large démocratie pour les masses populaires tout en organisant la défense du nouvel ordre social contre les tentatives contre-révolutionnaires intérieures comme extérieures.

L'appareil administratif doit être mis au service de la population laborieuse, et être profondément transformé. Les travailleurs ne peuvent utiliser la machine d'État telle quelle qui a servi à les opprimer durant des siècles. Sous la direction de la classe ouvrière, ils doivent briser l'État capitaliste.

La police sera restructurée sur la base de la participation des masses populaires aux questions de sécurité publique, l'armée également : elle fonctionnera sur la base d'une armée populaire, du principe du peuple en armes.

La Constitution socialiste reposera sur les organes de pouvoir populaire nés du processus révolutionnaire. Une assemblée nationale populaire sera la source du pouvoir politique et administratif. L'opposition entre exécutif et législatif sera supprimée, l'Assemblée mettant en œuvre les mesures adoptées.

La justice sera indépendante, le principe électif sera introduit pour un certain nombre de fonctions, et le principe du jury populaire étendu. Une réforme de la justice administrative sera mise en place sur la base de la protection des citoyens. Le judiciaire ne pourra s'opposer à la volonté populaire.

Au niveau local et régional, les organes de pouvoir populaire jouiront d'une large autonomie politique et administrative dans le cadre du respect des décisions prises par l'Assemblée nationale populaire. La direction des organes de pouvoir populaire sera collective. Le contrôle populaire des organes de pouvoir sera permanent. Tous les élus seront susceptibles d'être rappelés par leurs électeurs en cas de manquement à leurs devoirs. La masse des élus continuera à travailler entre deux sessions de l'Assemblée nationale populaire et des autres organes de pouvoir populaire. Ceux qui seront détachés de leur travail pour satisfaire à des tâches nécessitant le plein-temps seront indemnisés sur la base de deux fois le salaire médian maximum, sans pouvoir toucher plus que leur salaire. Cependant, des avantages en nature seront accordés pour que les élus exercent leur mandat et fonction, comme la gratuité des transports. La rotation des tâches doit être un principe.

La notion de secret d'État ou de Défense ne pourra permettre d'étouffer des manquements à la légalité socialiste. Le pouvoir socialiste fonctionnera selon les principes de la démocratie socialiste : liberté de débat sur toutes les questions et décisions prises à la majorité dans toutes les instances. Pour s'exercer pleinement, la démocratie socialiste doit s'appuyer constamment sur les initiatives et les critiques de la base.

B/ La propriété sociale des moyens de production et d'échange

Les moyens de production et d'échange seront confisqués aux monopoles et à l'oligarchie financière, et leur propriété sera socialisée, c'est-à-dire commune à l'ensemble des membres du peuple-travailleur. Au travers de leurs organisations, les travailleurs contrôleront l'appareil productif et participeront à la gestion des entreprises. La survaleur produite étant devenue sociale (on peut l'appeler le "surproduit"), elle sera destinée à la satisfaction des besoins sociaux et aux nécessités de l'État prolétarien (investissements, défense, recherche fondamentale...). Les gains de productivité pourront se répercuter en baisse de prix des objets et services de nécessité courante.

C/ La planification socialiste

Le nouveau pouvoir devra mettre en place un système de planification du développement économique et social, centralisé, visant à renforcer le processus de socialisation de la production, à mettre fin à l'anarchie de la production capitaliste, permettant un développement harmonieux de la société par la satisfaction des besoins et la lutte contre les inégalités.

Les premiers plans devront s'attaquer au lourd héritage du capitalisme : il faudra reconstituer une solide base industrielle au service de l'économie socialiste, reconstituer une agriculture sur une base nouvelle, en tenant compte des facteurs écologiques, tout en mettant fin aux « agressions » contre l'environnement de la période du capitalisme.

Au plan social, la planification assurera l'augmentation du pouvoir d'achat et du bien-être des travailleurs et devra mettre fin au chômage, comme ce fut le cas en URSS dès 1930. Elle contribuera à éliminer le fardeau des publicités mercantiles, l'excès d'activités commerciales sous le capitalisme, le gaspillage.

Le plan sera élaboré à partir de la science et de la démocratie socialiste. Son projet sera soumis à la discussion de l'ensemble des travailleurs qui pourront l'améliorer en l'amendant. Tous les éléments concernant les orientations du plan devront être communiqués et les choix proposés justifiés par les responsables politiques.

D/ Le socialisme et l'héritage colonialiste

Le nouveau pouvoir socialiste devra en finir avec l'héritage colonial. Le droit à l'autodétermination jusqu'à la séparation sera reconnu à l'ensemble des peuples des DOM-TOM. Aucun chantage ne saurait s'exercer contre ce principe. A ce titre, l'autodétermination pourrait concerner les seules personnes nées sur le territoire, dont les parents sont nés sur le territoire, et pas les expatriés. En Kanaky par exemple, le référendum pourra se faire sur ces nouvelles bases. Les territoires qui choisiront l'indépendance recevront l'aide internationaliste de la France socialiste pour édifier leur économie et résoudre les problèmes sociaux. Pour ceux qui choisiraient de rester dans le cadre de la France socialiste, celle-ci visera à la

liquidation des inégalités sociales avec le centre, et à leur développement autonome en utilisant la planification centralisée.

La France du socialisme-communisme défendra le principe du co-développement, de la coopération d'égal à égal. L'ensemble des traités, source d'inégalités entre États et de pillages engendrés par l'impérialisme, sera dénoncé et annulé, la non-ingérence la plus stricte appliquée dans les affaires intérieures des États anciennement colonisés par la France.

E/ Le socialisme, la paix et la solidarité internationaliste

L'État socialiste-communiste mènera une politique de paix, visant à empêcher les pays restés impérialistes de recourir à la guerre. Il développera ses relations avec les autres pays sur la base de la réciprocité et de la non-ingérence.

Avec les autres pays socialistes, il s'établira des liens de solidarité, et une structure socialiste de coopération et de développement pourra être mise en place, permettant de bénéficier des avantages de la division internationale du travail, de l'intégration des économies dans la perspective du communisme, afin de lutter pour la préservation de l'environnement.

LE SOCIALISME ET LA PERSPECTIVE DU COMMUNISME

Constituant la première étape de la construction du communisme, le socialisme a pour objectif la disparition des classes et la réalisation de l'égalité sociale dans la société.

C'est sur cette base que le développement social débouchera sur le communisme proprement dit. L'opposition entre travail manuel et intellectuel, tout comme celle entre la ville et la campagne, seront surmontées. Des rapports fraternels s'établiront entre les peuples débarrassés du capitalisme. La production sociale sera orientée vers la satisfaction des besoins et l'épanouissement personnel de chacun. Le dépérissement de l'État sera achevé. Le principe du socialisme, « à chacun selon son travail et ses capacités », fera place à celui du communisme, « à chacun selon ses besoins », sur la base de la « nécessité comprise ».

Une chose est sûre : toute révolution socialiste doit s'inscrire dans la lutte de classes contre l'impérialisme mondial, contre les débris des classes exploiteuses dans le pays, contre les tendances bureaucratiques anciennes ou nouvelles de l'État y compris prolétarien. C'est le gage de la victoire.

La lutte des classes ne s'éteindra qu'après la liquidation de toutes les classes à l'échelle mondiale. Le moteur de l'évolution deviendra la lutte permanente entre l'ancien et le nouveau.


INTERVENTION COMMUNISTE
PCRF JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE
Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !
Pour un bond en avant de la lutte des classes !


INTERVENTION COMMUNISTE
PCRF JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE
Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !
200ème anniversaire de la naissance de Karl Marx
1848 : Première expression de la révolution du prolétariat


INTERVENTION COMMUNISTE
PCRF JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE
Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !
Rebondissement de la crise politique : remettre en cause le capitalisme !


INTERVENTION COMMUNISTE
PCRF JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE
Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !
RÉVOLTES POUR LE POUVOIR D'ACHAT


INTERVENTION COMMUNISTE
PCRF JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE
Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !
Une révolte populaire légitime !


INTERVENTION COMMUNISTE
PCRF JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE
Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !
Mettre en échec Macron et toutes les forces au service de la bourgeoisie !


INTERVENTION COMMUNISTE
PCRF JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE
Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !
Avec la classe ouvrière écrasons la réaction !


INTERVENTION COMMUNISTE
PCRF JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE
Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !
UN CONGRÈS POUR AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN
SPECIAL 1ER CONGRES DU PCRF
Un PARTI pour en découdre !


INTERVENTION COMMUNISTE
PCRF JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE
Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !
Pour mettre en échec l'offensive de la bourgeoisie monopoliste
Pour le droit à la retraite
Grève générale nationale !


INTERVENTION COMMUNISTE
PCRF JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE
Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !
Une bataille historique !
RETRAIT


INTERVENTION COMMUNISTE
PCRF JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE
Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !
Ne rien lâcher contre le Capital !
Sur l'épidémie de Covid-19


INTERVENTION COMMUNISTE
PCRF JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE
Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !
PLACE AUX « DAMNÉS DE LA TERRE » POUR UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ !

ABONNEMENT

20€ pour 1 an
10€ étudiants et privés d'emplois
9€ e-abonnement
soutien à partir de 30€

Pour s'abonner : ic.pcrf@gmail.com

Chèque à l'ordre de « ***Mandataire PCRF*** »
Envoyer à : « ***Amis d'Oulianov, BP 40064 75862 Paris CEDEX 18*** »

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF)



- **Son site : www.pcrf-ic.fr**
- **Son journal :**



- **Ses affiches** ***(à découvrir et à commander via notre site, comme celles ci-dessous et de nombreuses autres...)***



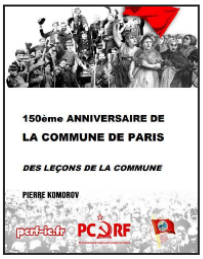






- **Ses brochures, autocollants, tee-shirts...**











- **Sa chaîne Youtube :** ***TV Rouge IC...***



- **Ses campagnes « *Accusons le capitalisme !* » :**

NOS EMPLOIS (ACCUSONS LE CAPITALISME) — **https://nosemplois.wordpress.com/**

CONTRE LA VIE CHÈRE (ACCUSONS LE CAPITALISME) — **https://viechere.wordpress.com/**